

Alternative
Libertaire

anticapitalisme
autogestion

CONTRE LA XÉNOPHOBIE D'ÉTAT

Une seule solution : liberté de circulation

S'il est bien une idée admise, du Front national au Parti socialiste en passant par l'UMP et le Modem, c'est qu'il faut fermer les frontières et stopper l'immigration. Pour cela, les pratiques les plus nauséabondes sont mises en place par Sarkozy, Hortefaux et consorts.

LA « FERMETURE DES FRONTIÈRES » EST UN FANTASME

Lois Pasqua, Debré, Chevènement, Sarkozy, etc : leur accumulation même dit leur inefficacité.

Les flux migratoires sont un phénomène ordinaire, et il est illusoire de vouloir les stopper. Sur la planète, la majorité des flux migratoires se font à l'intérieur même des pays du Sud. Seule une petite partie va vers "l'Occident". Ces flux migratoires n'ont rien d'un cataclysme, et les fantasmes concernant une « invasion » sont tout bonnement ridicules.

Rappelons qu'avant 1974, lorsque les frontières étaient ouvertes, aucune invasion quelconque n'a eu lieu, alors même que de nombreux pays d'Afrique traversaient de dures épreuves (coups d'État sanglants, guerres civiles, famines). De nombreuses et de nombreux étrangers venaient travailler en France quelques années, puis repartaient au pays. Certains, ayant désormais davantage d'attaches en France, préféraient s'y fixer.

Ce tableau n'a rien d'idyllique parce qu'il s'agissait d'un mode postcolonial de gestion de la main-d'oeuvre et que, bien sûr, les tensions et les préjugés xénophobes ont malheureusement toujours existé. Mais ce qui a véritablement faussé le cycle habituel de ces flux migratoires, en instaurant un climat de suspicion raciste, ce sont les politiques de fermeture des frontières après 1974 et la surenchère dans le discours immigration = danger. Notons que toutes ces lois, de plus en plus féroces et inhumaines, n'ont jamais réussi à « endiguer » quoi que ce soit.

UNE POLITIQUE DU CHIFFRE QUI TUE

Depuis que Sarkozy a pris les commandes de l'Etat et a donné des objectifs chiffrés d'expulsions à Hortefaux les rafles contre les sans-papiers se multiplient et se banalisent (cf. la rafle du foyer des Terres-aucuré dans le XIII^e arrondissement de Paris.) Cette politique du chiffre tue non seulement les droits des étrangers mais tue tout court. Entre défenestrations pour échapper aux rafles, suicides en centres de rétentions, assassinats lors du retour au pays d'origine, la responsabilité du pouvoir est énorme.

Mais qu'à cela ne tienne. Pour détourner l'opinion des vrais problèmes comme la stagnation des salaires, ou la casse des services publics, le gouvernement remet le couvert en matière de discours xénophobe et des projets encore plus liberticides sont dans les cartons : à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne à partir de juillet, la France va proposer une concordance européenne de la durée de rétention à 18 mois, un accord européen sur la fermeture des frontières et l'interdiction pour les pays ressortissants de régulariser globalement, l'expulsion de 5 ans du territoire de l'UE, la mise en place de juridiction d'exception pour les étrangers en France.

POUR L'AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS

Quel est donc le résultat de toutes ces politiques de chasse aux immigré-e-s, qui font consensus du PS au FN ? Elles banalisent les discours racistes et accentuent les discriminations envers les immigrés et les étrangers. Elles jettent dans la clandestinité des

dizaines de milliers de personnes qui auparavant pouvaient vivre au grand jour. Elles créent donc une masse importante de travailleuses et de travailleurs au noir, privés de tout droit, victimes de bas salaires, sans couverture médicale et sociale décente... pour le plus grand profit du patronat du bâtiment ou de l'hôtellerie-restauration! Elles encouragent toute une sphère d'activités socialement nuisibles : passeurs, marchands de sommeil, policiers, marchands de prisons...

Mais les sans-papiers s'organisent et des luttes victorieuses, appuyées par des syndicats et des associations ont émergé depuis un an (Buffalo Grill, Modeluxe, cuisiniers du restaurant La Grande Armée et depuis le 31 mars des agents de sécurité d'un magasin Fabbio Lucci à Paris XIX^e) Sans papiers, ils et elles sont des travailleurs et des travailleuses qui ne peuvent arracher des victoires qu'en s'organisant collectivement. Partout il nous faut appuyer et populariser ce type de luttes dans nos quartiers, dans nos syndicats, sans oublier les personnes isolées dans des petites boîtes où ces luttes sont extrêmement difficiles à mener.

Contre la xénophobie d'Etat :

- régularisation de tous les sans-papiers,
 - droit au logement, à la santé et à l'éducation pour toutes et tous,
 - suppression du ministère des Rafles et des Expulsions,
- liberté de circulation et d'installation !**



Le mensuel AL, disponible en kiosque

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL
- Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL..... E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

05 avril 2008